



Parti Socialiste

Section de Malakoff

Conseil Municipal du 11 février 2009

Intervention d'Antonio Oliveira, maire-adjoint à la santé, à la prévention, l'hygiène publique et aux risques sanitaires et majeurs

Madame le Maire,
Chers collègues,

L'adoption du budget municipal est l'acte politique le plus important que nous avons à faire en tant qu'élus.

Tout d'abord, je tenais à remercier en premier lieu M. Ngaleu et son service ainsi que l'ensemble des services de notre Ville qui ont dû travailler des semaines durant sur l'élaboration de ce budget qui ne s'est pas fait sans difficulté.

Rappel du contexte national

La crise économique et sociale a frappé lourdement la France. D'ores et déjà, le nombre de chômeurs et de Rmistes augmente et tous les jours la liste s'allonge des entreprises qui rencontrent de sérieuses difficultés. Aucun secteur ne semble épargné.

Dans ce contexte, les collectivités territoriales sont en première ligne. Elles sont d'ores et déjà particulièrement sollicitées, notamment au titre de leurs politiques publiques de solidarité.

Pour autant, les collectivités locales doivent faire face à une crise structurelle de financement dont l'État a l'entière responsabilité : transferts partiellement compensés, plafonnement des recettes fiscales et diminution des dotations.

Pour la première fois depuis 20 ans, certaines des recettes des collectivités vont diminuer en valeur absolue. Le fossé entre l'évolution à la baisse des recettes et la progression des dépenses contraintes, ne cesse de se creuser.

Les élus socialistes tirent le signal d'alarme, alerteront et interpellent prochainement leurs concitoyens sur les conséquences des choix opérés par le gouvernement.

I. Asphyxier les collectivités, c'est appauvrir les Français

C'est porter atteinte à leur pouvoir d'achat, aux services publics locaux et au droit à un environnement de qualité.

Depuis les premières années de décentralisation, les collectivités locales ont apporté la preuve de l'efficacité de leur action. Les élus socialistes sont en première ligne pour agir en faveur de l'adaptation des services publics à l'économie mondialisée, de la croissance



Parti Socialiste

Section de Malakoff

écologique, de l'équilibre des territoires ruraux et péri-urbains, de l'approfondissement de la démocratie locale.

La crise n'est pas celle des collectivités locales !

Contrairement à l'idée répandue par la Droite selon laquelle les collectivités seraient dispendieuses et coupables d'un fort endettement, les collectivités territoriales pratiquent une gestion raisonnable :

- Les dépenses des administrations locales n'ont représenté en 2007 que 11.2 % du PIB et 13 % des prélèvements obligatoires, alors que le budget des collectivités territoriales équivaut aujourd'hui au tiers du budget de l'État.

- L'endettement des collectivités ne représente en 2007 que 6 % du PIB ; alors qu'il représentait près de 7 % en 1995. Cet endettement a baissé en 2008, quand l'État augmentait ses déficits de 15 milliards d'euros. En outre, la capacité de désendettement des collectivités est restée globalement stable depuis 8 ans.

L'engagement des élus socialistes est aujourd'hui de ne pas remettre en cause brutalement tout ce qu'ils ont entrepris pour l'intérêt de leurs concitoyens depuis 10 ans.

La responsabilité budgétaire de l'État est patente...

Elle est le produit d'un processus cumulatif qui frappe de manière inégale toutes les collectivités territoriales :

- Le manque à gagner des transferts de charges, mal compensé depuis 2004. A titre d'exemple, on évalue à quelque 1,5 milliard la dette que l'État a contracté envers les Départements pour la mise en œuvre du RMI depuis 2004. A titre personnel et en tant qu'administrateur de l'OPH, j'ai demandé que lorsque nous votions le budget, qu'il nous soit communiqué le montant de la charge financière correspondant aux avances que nous faisons à l'État compte tenu de sa lenteur à nous rembourser.

- La volonté des gouvernements depuis 2004 de faire prendre en charge des dépenses que l'État ne veut plus assumer (recherche, université, transports...).

Nonobstant, les dépenses contraintes des collectivités vont encore progresser : réforme des tutelles, augmentation substantielle des dépenses de l'APA, de la PCH (Prestation compensatoire handicap), transfert des passeports biométriques, accueil des enfants le samedi matin... et, « cerise sur le gâteau », financement à venir du RSA.

- L'acharnement de la Droite à diminuer les dotations de l'État et les recettes propres des collectivités pour les contraindre à réduire le service public, alors que les dépenses sociales progressent structurellement, associées à l'effet de la crise immobilière qui entraîne une chute brutale des droits de mutation.

... Et relève d'un choix idéologique



Parti Socialiste

Section de Malakoff

Conformément à la logique ultralibérale qui inspire son action, le gouvernement fait le choix de restreindre structurellement le champ de l'action publique.

Nous dénonçons les désengagements de l'État pour les services publics relevant de sa compétence : l'école, les hôpitaux, la gendarmerie, les tribunaux...

En privant les collectivités locales des moyens de leurs interventions, le gouvernement poursuit un double objectif :

- affaiblir les politiques publiques, pour laisser la place libre au marché,
- accuser les collectivités locales - majoritairement à gauche aujourd'hui - de lever trop d'impôts.

II. Asphyxier les collectivités : une faute économique grave

Des menaces pour la croissance et l'emploi

Les collectivités réalisent 73 % de l'investissement public. La commande publique locale assure chaque année près de 50% du chiffre d'affaire des travaux publics, alors que l'État n'en réalise que 6%.

Au regard de l'emploi, les enjeux sont majeurs : 300 000 emplois du BTP dépendent directement ou indirectement du pouvoir d'investissement des collectivités locales.

Plus globalement, l'investissement des collectivités territoriales génère une activité économique représentant le maintien direct ou indirect de 850 000 emplois répartis entre la construction, les services et l'industrie.

Depuis 2003, l'accroissement de l'investissement public local a permis de créer 200 000 emplois dans le privé. Sur la période 2003-2006, il a contribué pour un point à la croissance du PIB.

Si les collectivités, contraintes par l'État, ne peuvent plus maintenir un fort niveau d'investissement, c'est tout un pan de l'activité économique française qui est menacé. Or, le risque est grand que 10 à 15 milliards ne puissent, à ce jour, être investis.

Un plan de relance en trompe l'œil

Sur les 26 milliards d'euros prétendument consacrés à la relance de l'économie, seuls 4 à 5 milliards correspondent à des crédits nouveaux.

Seuls 10,5 milliards du plan de relance concernent des projets d'investissement: or, pour la plupart, ces projets d'investissement étaient déjà prévus: Canal Seine Nord, 4 lignes TGV sur la période 2010-2014... De plus, ces projets d'investissement sont des projets de moyen et long terme - les travaux pour la ligne Tours Bordeaux ne commenceront qu'en 2011 ! - et n'auront qu'un très faible impact en 2009.



Parti Socialiste

Section de Malakoff

La relance doit passer aussi par les collectivités territoriales

Une part significative de la croissance de la Nation se trouve dans le maintien de la capacité d'investissement des acteurs locaux. L'investissement public produit un effet puissant sur l'activité. Toute décision contraire emporte une responsabilité lourde, dont il faudra répondre devant les français, lorsque les conséquences en termes de chômage, de recul des solidarités et d'aggravation de la crise se feront jour.

Des mesures pour aider les collectivités à investir sur des priorités partagées

Pour la première fois, les collectivités sont confrontées à des choix impossibles: augmenter la fiscalité pour maintenir un niveau égal de prestations publiques ou renoncer à des pans entiers de services publics.

Pour Malakoff :

Nous ne remettons pas en cause les choix que tous les élus de gauche ont faits depuis 84 ans et nous les assumons. Nous disons simplement que l'environnement a évolué et nous demandons une réflexion sur l'adéquation du service public et l'adaptation de celui-ci afin qu'il ne disparaisse pas.

Notre ambition est de faire face à une triple volonté et à prévoir l'avenir :

- faire la lumière aux yeux des Malakoffiots des choix que l'état nous oblige à faire tout en essayant d'appliquer notre programme municipal,
- ne pas faire payer toutes les conséquences du désengagement de l'État à nos concitoyens,
- ne pas céder à l'endettement accéléré que les générations futures auraient à supporter.

La mise en place d'une commission prospective sera un élément important de pilotage et de réflexion sur l'avenir du service public de ce début de ce XXI^{ème} siècle. Celle-ci aura pour vocation d'élaborer un budget prospectif à trois ans. Nous l'avons demandé et nous prenons, Madame le Maire, acte de sa création dans les plus brefs délais.

A ce stade de la discussion, nous souhaiterions faire une présentation de notre budget à destination de nos citoyens.

Les charges

Pour 100 euros de taxe, le citoyen de Malakoff consacre aux dépenses de fonctionnement de sa ville :

- **20.26 euros** aux charges à caractère général soit une baisse de 1, 79 euro. Ceci montre la réduction des dépenses et l'effort demandé aux services,

- **61.98 euros** aux frais de personnel soit une hausse de 0.7 centimes d'euros représentant une variation de + 4.5 %. Ce chiffre est à prendre avec précaution car il est difficilement comparable avec des villes de même importance car il ne tient pas compte des services



Parti Socialiste

Section de Malakoff

offerts à la population. Une réflexion devra être poursuivie afin de s'assurer que certains services correspondent encore aux besoins actuels.

- 6.12 euros d'autres charges de gestion courante qui sont aussi en contraction de 1.07 euro par rapport à 2008,

- nous consacrons 5.12 euros à payer nos charges d'emprunt contre 4.30 un an plutôt. Ceci est la conséquence de notre politique de travaux très importante que nous avons fait ces dernières années : Maison de la Vie Associative (4.4 ME), le Centre Municipal de Santé (4 ME), l'extension Langevin et notre politique d'achat foncier en vue de réalisations d'importantes opérations immobilières (achat de terrains Plum pour 1.5 ME, agrandissement du jardin du centenaire 0.5 ME, la ZAC centre ville avec la construction du nouveau cinéma fort apprécié de la population, achat de nombreux logements au 54 avenue Pierre Brossolette). Ces opérations financières seront débouclées dans les prochaines années et comme nous l'avons dit déjà dans un autre conseil municipal, la ville à l'heure actuelle fait du portage financier dont elle récupérera l'apport financier ainsi que la plus value plus tard. Est-ce choquant. Non car ce sont des opérations qui permettront d'apporter une amélioration au quartier et qui seront tous construits dans un mode de développement durable conforme à nos engagements vis-à-vis de nos citoyens. Il est à noter que la subvention de 1.7 à l'office public d'habitat est maintenant dans les subventions d'investissements et plus conforme à notre volonté de consacrer cet argent à l'amélioration de notre habitat social et nous nous en félicitons,

- nous employons aussi 6.49 euros à notre politique de renouvellement du matériel qui préserve ainsi notre avenir contre 5.13 un an plutôt.

Les recettes

Nous tenons aussi à souligner la création d'une taxe supplémentaire dite « taxe de séjour » pour les hôtels qui devrait rapporter 100 K€ à la ville.

Le budget d'investissement

Celui-ci diminue quasiment de dix millions d'euros traduisant ainsi une pause dans la politique d'investissement de la ville avant le débouclage des opérations foncières qui permettront de générer du cash qui servira à rembourser par anticipation les emprunts.

Analyse financière de quelques indicateurs

Nous souhaiterions parler de deux éléments qui nous semblent importants : la capacité d'autofinancement et l'endettement. Le premier qui est la capacité pour notre ville à dégager de l'épargne pour financer ses investissements de demain atteint 2.6 ME et à une tendance à diminuer. Celle-ci subit deux effets. Le premier est celui de l'augmentation de nos investissements qui se traduit en premier lieu par une augmentation immédiate de l'augmentation des dépenses d'ordre liées à la section d'investissement. Ceci est une très bonne chose car il montre que notre ville à une politique d'investissement dynamique. Le deuxième qui est non négligeable et dont je souhaiterais voir rapidement les impacts sur notre CAF ce sont les débouclages de nos opérations foncières qui permettront à coup sûr



Parti Socialiste

Section de Malakoff

d'augmenter de façon significative celle-ci. La commission prospective travaillera sur ce sujet afin de prévoir le calendrier des futurs investissements que nous avons prévu lors de la mandature afin d'alléger le recours à l'emprunt permettant ainsi de dégager des marges sur notre budget de fonctionnement, liées aux charges financières.

Le deuxième élément c'est l'endettement qui a eu tendance à s'emballer. Ces choix ont été fait en connaissance de cause en vue d'opérations immobilières importantes pour la commune (aménagement ou réhabilitation de quartier). Ces choix de vouloir augmenter la population de 2 à 3 mille habitants permettant de ramener de l'impôt supplémentaire, qui viendra compenser pour une partie les dotations de l'état qui invariablement auront tendance à diminuer.

Nous sommes au milieu du guet avec une fiscalité locale qui ne cesse d'évoluer (suppression de la taxe professionnelle) n'assurant pas un climat serein propice aux investissements. Malakoff a les moyens d'aller vers l'avant compte tenu de sa politique prudente en terme d'investissements et de son patrimoine qu'elle a accumulé en faisant les bons choix de se séparer des éléments de celui-ci qui ne servent pas à la population. **Les temps changent, les méthodes doivent évoluer** et s'adapter à ce nouvel environnement et ce qu'essaye de faire les élus socialistes au quotidien en s'engageant dans une démarche de propositions et de travail.

Merci à tous pour votre écoute.

Antonio Oliveira